

Projet Digital Governance Challenge



Un partenariat scientifique entre la Chaire Gouvernance et Régulation de Dauphine-PSL et la Florence School of Regulation de l'Institut Universitaire Européen

À L'ORIGINE DU PROJET, DEUX MOUVEMENTS DE TRANSFORMATION

Les ressources numériques favorisent la mise en œuvre de mécanismes de coordination et de mode de gouvernance plus riches, agiles, ciblés et décentralisés qui conduisent à revisiter les mécanismes traditionnels de coordination, que ce soient les modèles prévalant au sein des organisations, des industries et des marchés, des collectifs sociaux, ou encore les grands mécanismes de coordination au niveau macrosocial : fonctionnement des démocraties, mode d'intervention de la puissance publique, relations transnationales, etc.

Dans le même temps, le numérique génère des défis socio-économiques majeurs en matière de sécurité collective, domination économique, inégalités sociales et territoriales, manipulation politiques, etc.

Il apparaît nécessaire de mieux comprendre ces opportunités et défis pour penser les implications et exigences de la transformation numérique. Il s'agit à la fois de la gérer plus efficacement et de permettre aux acteurs économiques et sociaux de mieux se l'approprier.

UN RÉSEAU D'EXPERTISES COMPLÉMENTAIRES

L'articulation de **contributions académiques pluridisciplinaires** et de l'expérience accumulée **par les décideurs publics ou privés** apparaît nécessaire pour poser des diagnostics, recenser l'état des connaissances et imaginer des gammes de solutions à explorer.

50 experts d'horizons divers et complémentaires — **académiques** issus d'Universités européennes et américaines, **cadres dirigeants** au sein de grandes entreprises ou de start-up, **acteurs de la décision publique** tant au niveau national qu'europpéen — ont contribué à une première phase de réflexion.

Au cours de 8 séances de travail collectif organisées en 2021, les thématiques suivantes ont été abordées :

- **Les nouvelles opportunités démocratiques**
- **La transformation de l'action publique**
- **Les impacts de la numérisation sur la vie sociale et civique**
- **La régulation de l'économie numérique**
- **La souveraineté, la sécurité et les droits**
- **La perspective d'un nouvel ordre international**

Ces échanges ont permis d'identifier **trois axes majeurs** :

- **Analyser les transformations socio-économiques** qui, elles-mêmes, s'organisent autour des défis de la cohésion sociétale au regard des nombreuses forces centrifuges qui encouragent la fragmentation ; ces défis renvoient aussi à la transformation culturelle rendue nécessaire par les nouvelles modalités de définition de l'identité, l'intimité ou du collectif, comme au questionnement éthique et sociétal de l'innovation.
- **Élaborer des solutions en matière de gouvernance sociotechnique** pour répondre aux enjeux de la sécurité de l'infrastructure numérique sur laquelle reposent désormais l'ensemble des dimensions de la vie collective et une large part de la vie individuelle ; penser

le nécessaire maintien de l'ouverture des info-structures pour prévenir les risques de domination, mais également la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance pour maîtriser la production et l'usage de données, et enfin la définition de mécanismes de responsabilisation des multiples parties prenantes des grands systèmes numériques.

- **Repenser les arrangements organisationnels et institutionnels** pour répondre aux besoins de redéfinition des droits individuels et des mécanismes de prise de décision collectifs (constitutionnalisme numérique), à l'impératif de cadres de régulation agiles et articulant intervention publique et privée en phase avec le rythme de l'innovation et la nature des processus structurant sa dynamique, enfin à la nécessité de nouveaux cadres de régulation mondiale.

UN PROGRAMME DE TRAVAIL AMBITIEUX

L'initiative entend s'appuyer sur ce premier diagnostic pour :

- **Définir les piliers d'une approche conforme aux valeurs européennes** en matière de gouvernance dans les sociétés numérisées.
- **Publier de manière régulière un « livre blanc »** mettant à jour les enjeux identifiés et explicitant l'état des savoirs de manière à nourrir le débat public et la décision collective.
- **Identifier les axes et les leviers de programmes de recherche** pour documenter l'inconnu ou explorer des solutions innovantes.
- **Développer un réseau de partenariats** entre laboratoires universitaires, entreprises, agences publique, organisations internationales pour soutenir et nourrir la réflexion collective à l'échelle européenne et au-delà.



chairegovreg@dauphine.psl.eu
chairgovreg.fondation-dauphine.fr

Devenir partenaire du projet **Digital Governance Challenge,** c'est :

- Contribuer au **financement d'un secrétariat dédié** à l'organisation des travaux du réseau d'experts internationaux.
- Participer à des **ateliers de travail de haut niveau** pour y contribuer et bénéficier d'un **accès privilégié** à la réflexion collective.
- Soutenir, et contribuer à, des **programmes recherche collaboratifs** sur les diverses dimensions du sujet.
- Participer au développement d'une infrastructure et d'initiatives favorisant la **dissémination des résultats** de cette réflexion collective auprès de divers publics.
- Réaliser **une opération de mécénat** avec les **avantages associés** auprès d'une institution européenne.